

LES 10 ANS DE LA NORME ENVIRONNEMENTALE ISO 14001 LES ENTREPRISES FRANÇAISES CERTIFIÉES TYPOLOGIE & ÉCLAIRAGES

DATE DE PUBLICATION : 28 NOVEMBRE 2006

Altaires et BMJ Ratings ont réalisé l'étude des entreprises certifiées ISO 14001, à l'occasion des 10 ans de la norme environnementale.

Cette étude a été menée en collaboration avec le magazine Environnement & Technique, et bénéficie du soutien de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maitrise d'Energie). Elle s'appuie, pour la première fois, sur l'analyse de plus de 2 300 établissements certifiés, représentant environ les 3/4 des sites certifiés ISO 14001 au 1^{er} septembre 2006.

Altaires est le spécialiste de la connaissance inter-entreprises, et sa filiale BMJ Ratings l'un des principaux acteurs de la notation sollicitée dans les domaines de l'environnement et du développement durable.

Environnement & Technique est l'un des principaux magazines français de la presse professionnelle environnementale. Ce mensuel est édité par les Éditions SAP, elle-même filiale du groupe DPE, proposant diverses publications relatives à l'environnement et au développement durable.



ADEME



avec le soutien de

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
www.altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

ENVIRONNEMENT & TECHNIQUE
38, rue Victor Lagrange
69362 Lyon cedex 7
Tél : 04 72 98 26 60
www.pro-environnement.com

RELATIONS PRESSE : ACTUAL CONSULTANTS
Françoise LINHART
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
flinhart@actualconsultants.fr
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actualconsultants.fr

EMBARGO : JUSQU'AU
MARDI 28 NOVEMBRE 2006

LES 10 ANS DE LA NORME ENVIRONNEMENTALE ISO 14001

LES ENTREPRISES FRANÇAISES CERTIFIÉES

TYPOLOGIE & ÉCLAIRAGES

PANORAMA GÉNÉRAL 3

STATISTIQUES DÉTAILLÉES 6

- 6 Répartition des sites certifiés ISO 14001 par région en 2006
Évolution de la répartition des sites certifiés ISO 14001 par région entre 2000 et 2006
- 7 Répartition des entreprises certifiées ISO 14001 par activité
Répartition des entreprises industrielles (hors IAA) certifiées ISO 14001 par branche d'activité
- 8 Répartition des entreprises certifiées ISO 14001 par tranche d'effectif
Répartition des entreprises certifiées ISO 14001 par âge
- 9 Répartition des entreprises certifiées ISO 14001 par tranche de chiffres d'affaires
Part des entreprises exportatrices certifiées ISO 14001
- 10 Part des fonds propres sur total bilan
Comparaison de 2 ratios d'activité des entreprises certifiées ISO 14001
- 11 Comparaison de la rentabilité brute des entreprises certifiées ISO 14001
Comparaison du délai moyen de règlement client des entreprises certifiées ISO 14001

MÉTHODOLOGIE 12

PANORAMA GÉNÉRAL

La certification ISO 14001 a considérablement gagné du terrain dans les entreprises en 10 ans. Depuis le démarrage en 1996, l'adhésion à cette démarche environnementale ne cesse de progresser, et le nombre de sites certifiés a été multiplié par 4 depuis l'étude Altares de 2000.

Initialement adoptée essentiellement par des grands comptes, la certification ISO 14001 rencontre aujourd'hui une forte adhésion des PME. Quelques indicateurs économiques révèlent une performance financière plus importante chez les entreprises certifiées.

C'est là le premier enseignement de l'étude que viennent de conduire Altares, spécialiste de la connaissance inter-entreprises et BMJ Ratings, sa filiale de notation extra-financière sollicitée, en collaboration avec Environnement & Technique, l'un des principaux magazines français de la presse professionnelle environnement.

45,6% des entreprises certifiées ISO 14001 emploient moins de 100 salariés, c'est deux fois plus que lors de notre étude précédente conduite en octobre 2000. Cette augmentation du nombre de PME certifiées s'accompagne d'une plus forte proportion d'entreprises de services.

En effet, si les industriels ont été les premiers à s'approprier la démarche, les services, qui abordent le sujet avec moins de contraintes réglementaires, leur emboîtent désormais le pas.

Rédigée en septembre 1996 sous l'égide de l'ISO, la norme internationale ISO 14001 avait connu un démarrage timide en France. Depuis notamment l'impulsion de la loi sur les nouvelles régulations économiques (NRE), les entreprises placent l'environnement au cœur de leur stratégie de développement. La mise en place d'un système de management environnemental s'accélère donc fortement dans les entreprises.

2 300 sites certifiés ISO 14001, représentant les 3/4 de l'ensemble de la population certifiée en 2006, sont aujourd'hui analysés ; ils n'étaient que 650 dans notre étude d'octobre 2000.

Si la certification ISO 14001, abordée avec pragmatisme, s'inscrit clairement dans une démarche de développement durable, elle est également, pour les entreprises et les collectivités, un outil de connaissance et de maîtrise de la chaîne d'approvisionnement, et donc des coûts. À la performance environnementale s'ajoute alors une performance financière. L'étude montre notamment que les entreprises certifiées développent un chiffre d'affaires par salarié 1,5 fois supérieur à leurs concurrentes non certifiées.

Vecteur d'image sur le marché et instrument de mobilisation des collaborateurs, le développement de la certification environnementale vers les PME exprime la prise en compte grandissante d'une gestion nouvelle des approches sociétales des entreprises.

Si à l'origine elle était davantage une préoccupation des grandes entreprises, la certification ISO 14001 gagne désormais les PME.

La mise en place d'un système de management environnemental reste une préoccupation industrielle. Cependant, la démarche se démocratise et fait une percée sensible dans les services.

Rhône-Alpes et Ile-de-France accueillent le quart des sites certifiés.

Comme lors de nos précédentes études, Rhône-Alpes, forte région industrielle, concentre 14,2% des sites certifiés. Elle précède l'Ile-de-France qui gagne près de 4% par rapport à 2000 avec 13,8%.

Cinq régions comptent plus de 5 % des sites certifiés : Pays-de-Loire (6,8 %), Nord-Pas de Calais (5,7 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (5,6 %), Centre (5,3 %) et Aquitaine (5 %).

L'Industrie reste leader, mais une forte percée des Services est à noter.

L'Industrie hors agroalimentaire concentre plus de la moitié des sites certifiés (58,5 %). Cette forte représentation est cependant inférieure de 20 % à celle observée en 2000. La branche industrielle la plus certifiée est celle des biens intermédiaires qui pèse 61,4 % du total de l'Industrie. Sont concernées les activités de travail des métaux, l'industrie chimique, l'industrie du caoutchouc et du plastique, la métallurgie, la fabrication de machines et d'appareils électriques et récupération.

Les Services aux entreprises, bien qu'encore loin de l'Industrie, occupent désormais la deuxième place (12,6 %). Ils gagnent 9 % depuis l'étude de 2000. Cela concerne les activités d'ingénierie et études techniques, de nettoyage, assainissement, voirie et gestion des déchets.

Le Commerce comptabilise 7 % des certifiés. Il s'agit principalement du commerce de gros, et notamment de produits intermédiaires non agricoles tels que les minéraux et métaux, les bois et dérivés, ou les produits chimiques. Le commerce de véhicules automobiles est également bien représenté.

Le Bâtiment recense 7 % des certifiés, principalement dans la construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil. Parmi les autres activités, la certification ISO 14001 se met aussi en place dans l'administration, notamment auprès des communautés de communes ou d'agglomérations.

La certification environnementale s'installe dans les PME.

Alors qu'ils étaient essentiellement concentrés sur des sociétés de plus de 100 salariés, voire plus de 1000 salariés, les certifiés 2006 sont davantage présents dans les PME de moins de 100 salariés. 45,6 % des sociétés ayant certifié certains de leurs sites emploient moins de 100 salariés, contre seulement 21 % en 2000.

Ces PME sont généralement plus jeunes, ce qui explique que la proportion de sociétés de moins de 30 ans est passée de 57 % à 63 %. Il demeure que la moitié des sociétés qui s'engagent dans un processus de certification environnementale a plus de 25 ans.

Imposée par la réglementation et le marché, ou facteur d'innovation et d'engagement environnemental, la certification 14001 pourrait être un gage de compétitivité pour les entreprises.

Le management environnemental est non seulement une préoccupation des États, mais aussi des clients, fournisseurs ou investisseurs. Les partenaires commerciaux ou concurrents internationaux semblent davantage sensibles aux questions environnementales que ne le sont les entreprises françaises. La France enregistre moins de certifications ISO 14001 que ses proches voisins, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou le Royaume-Uni.

C'est sans doute pourquoi l'export semble être un facteur de sensibilité à la mise en place de la norme.

Près des 2/3 des sociétés certifiées exportent.

Comme les PME de moins de 100 salariés engagées dans une démarche environnementale sont les plus nombreuses, le chiffre d'affaires généralement réalisé par les sociétés certifiées est inférieur à 50 M€ voire 15 M€. Près de la moitié des sociétés (48,7 %) réalise moins de 50 M€ de CA (35,5 % affichent moins de 15 M€). Elles n'étaient que 36,4 % en 2000.

Si elles sont de taille moyenne, ces entreprises n'en sont pas moins exportatrices. En effet, 62,5 % exportent en moyenne 34 % de leur chiffre d'affaires. Les clients ou prescripteurs étrangers semblent favoriser, sinon imposer, la mise en place d'une certification ISO 14001. La proportion d'entreprises exportatrices chez les certifiés a augmenté de plus de 15 % sur les 6 dernières années.

Une meilleure compétitivité des certifiés.

L'analyse comparée des performances financières des sociétés du secteur des biens intermédiaires, branche la plus représentée dans le périmètre étudié, selon qu'elles sont certifiées ou non, met en lumière quelques constats.

Les sociétés certifiées affichent davantage de fonds propres. Dans l'industrie des biens intermédiaires, le taux de fonds propres sur le total bilan s'établit en moyenne à 41,8%. Les sociétés certifiées présentent un taux de 46,3% supérieur de quasiment 5 points à la moyenne.

Elles dégagent également de meilleures rentabilités. L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) représentait chez les certifiés en 2005 près de 10% de la production (9,94%) contre 9,08% en moyenne pour le secteur.

Ces performances accompagnent une productivité plus forte. Le chiffre d'affaires par personne est environ 1,5 fois supérieur pour un industriel certifié. Il représente en moyenne 300 K€ contre 188 K€ pour l'ensemble du secteur. Il en va de même pour la valeur ajoutée qui s'établit pour 2005 à 91 K€ pour les certifiés contre 64 K€ sur le secteur.

Des clients qui payent plus vite.

La problématique de la maîtrise des délais clients est au cœur des préoccupations des trésoriers. Là encore, les industriels certifiés présentent des ratios plus favorables. Tandis que le délai moyen de paiement client se situe au-delà des 80 jours dans le secteur des biens intermédiaires, il est ramené à moins de 70 jours chez les industriels certifiés.

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS DE

Intégrée depuis janvier 2006 dans Altares, BMJ Ratings est spécialisée dans la notation extra-financière sollicitée. Son métier : évaluer les entreprises sur des critères éthiques, sociaux et environnementaux. Elle fournit ainsi à ses clients une appréciation de leurs facteurs de performance et de leurs points d'amélioration dans une approche de développement durable.

Le site www.bmjratings.com permet de découvrir la spécificité de l'approche de BMJ Ratings.

A PROPOS DE

Environnement & Technique est l'un des principaux magazines français de la presse professionnelle environnementale. Ce mensuel est édité par les éditions SAP, elle-même filiale du groupe DPE, proposant diverses publications relatives à l'environnement et au développement durable. Tous les contenus du groupe DPE sont accessibles sur le portail : www.pro-environnement.com

A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

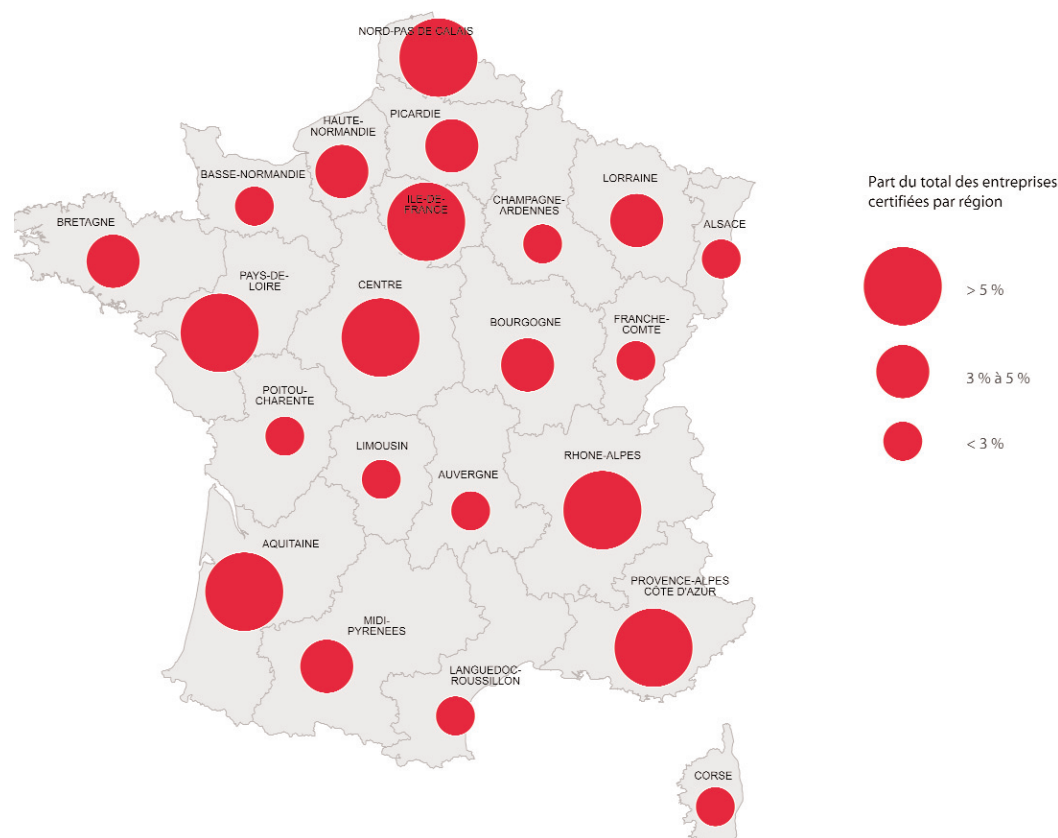
près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04

STATISTIQUES DÉTAILLÉES

RÉPARTITION DES SITES CERTIFIÉS ISO 14001 PAR RÉGION EN 2006

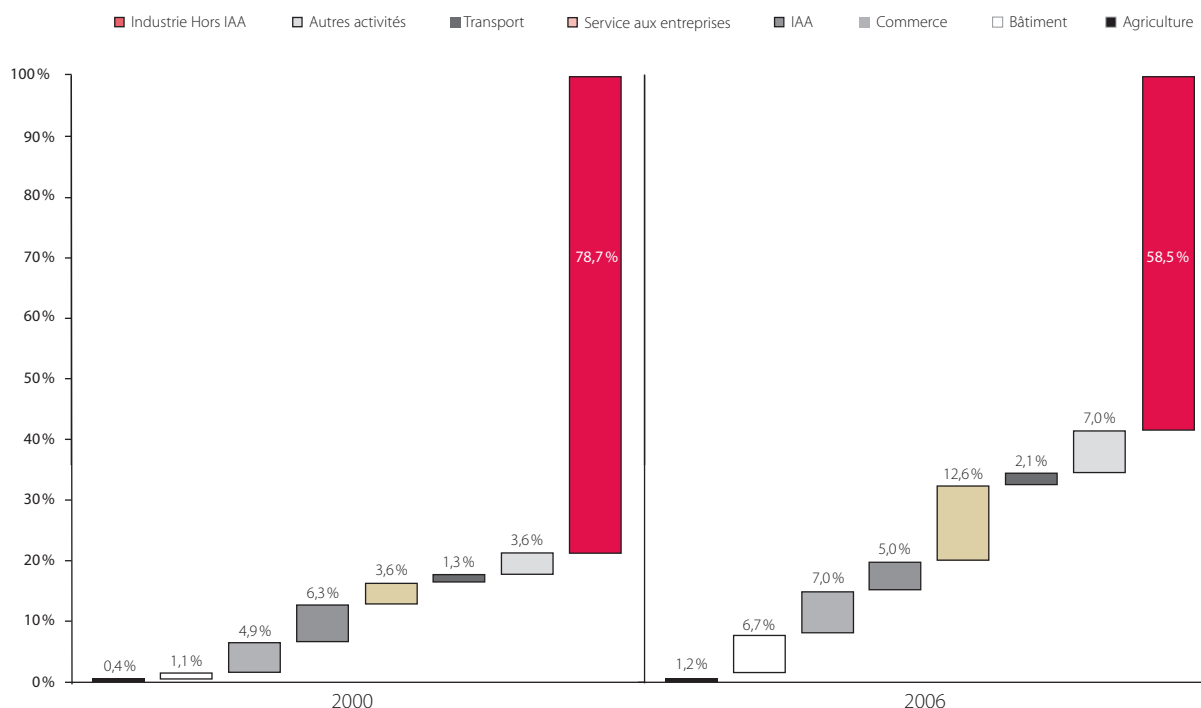


ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES SITES CERTIFIÉS ISO 14001 PAR RÉGION ENTRE 2000 ET 2006

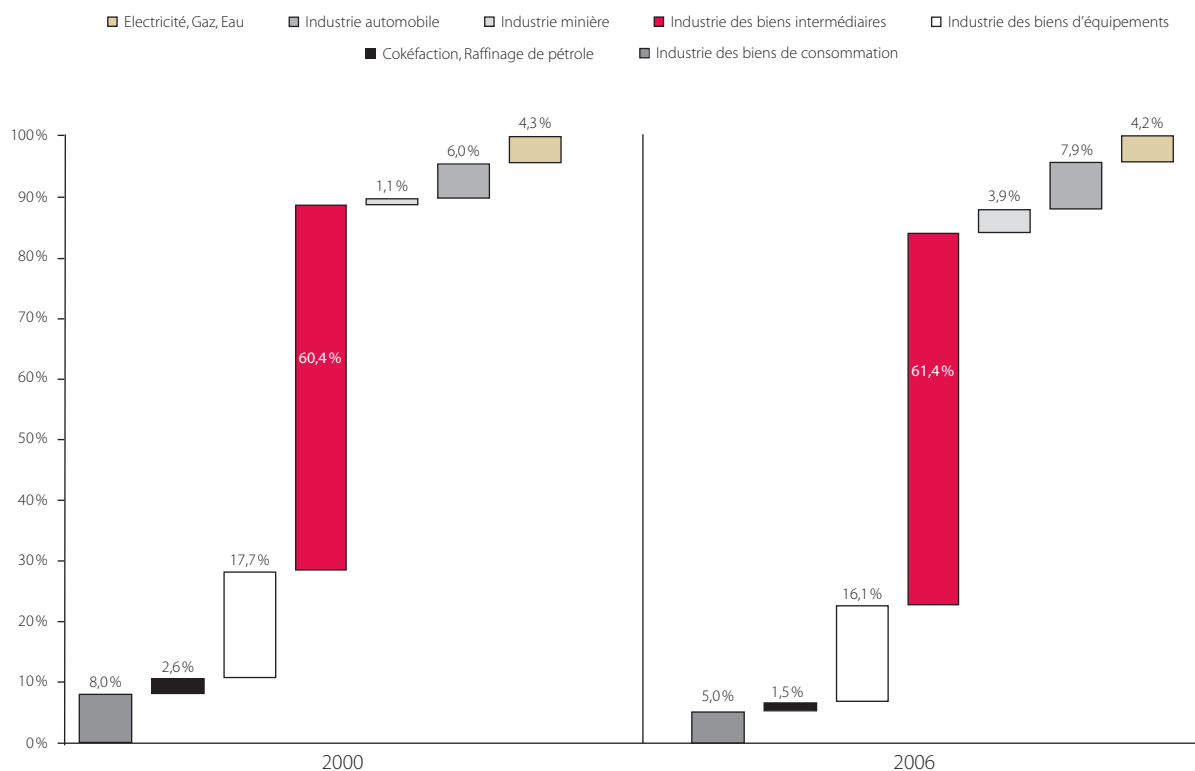
RÉGION	2000	2006
Alsace	4,6 %	2,8 %
Aquitaine	3,0 %	5,0 %
Auvergne	0,7 %	2,1 %
Basse-Normandie	1,6 %	2,5 %
Bourgogne	4,7 %	4,3 %
Bretagne	4,4 %	3,7 %
Centre	3,6 %	5,2 %
Champagne-Ardenne	3,1 %	2,0 %
Corse	0,0 %	0,1 %
Franche-Comté	2,1 %	2,5 %
Haute-Normandie	7,3 %	4,1 %

RÉGION	2000	2006
Île-de-France	10,1 %	13,8 %
Languedoc-Roussillon	2,2 %	2,4 %
Limousin	1,8 %	1,0 %
Lorraine	7,9 %	4,9 %
Midi-Pyrénées	4,9 %	4,7 %
Nord-Pas de Calais	6,2 %	5,7 %
Pays-de-Loire	5,2 %	6,8 %
Picardie	3,3 %	3,9 %
Poitou-Charentes	2,4 %	2,6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,8 %	5,6 %
Rhône-Alpes	14,2 %	14,2 %

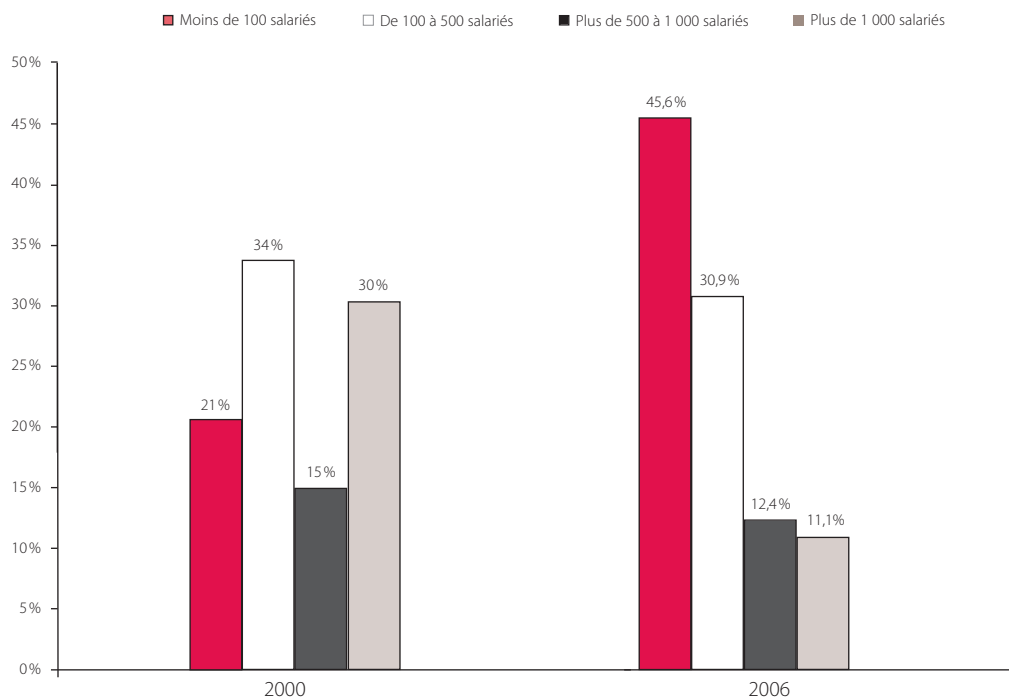
RÉPARTITION DES ENTREPRISES CERTIFIÉES ISO 14001 PAR ACTIVITÉ COMPARAISON ANNÉE 2000 ET ANNÉE 2006



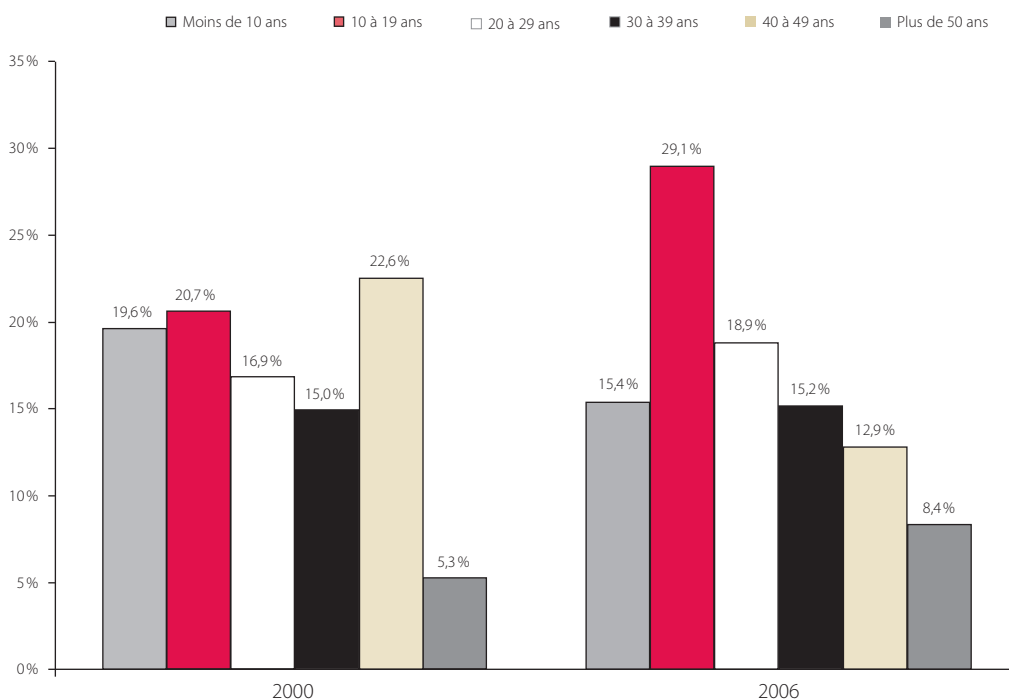
RÉPARTITION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES (HORS IAA) CERTIFIÉES ISO 14001 PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ COMPARAISON ANNÉE 2000 ET ANNÉE 2006



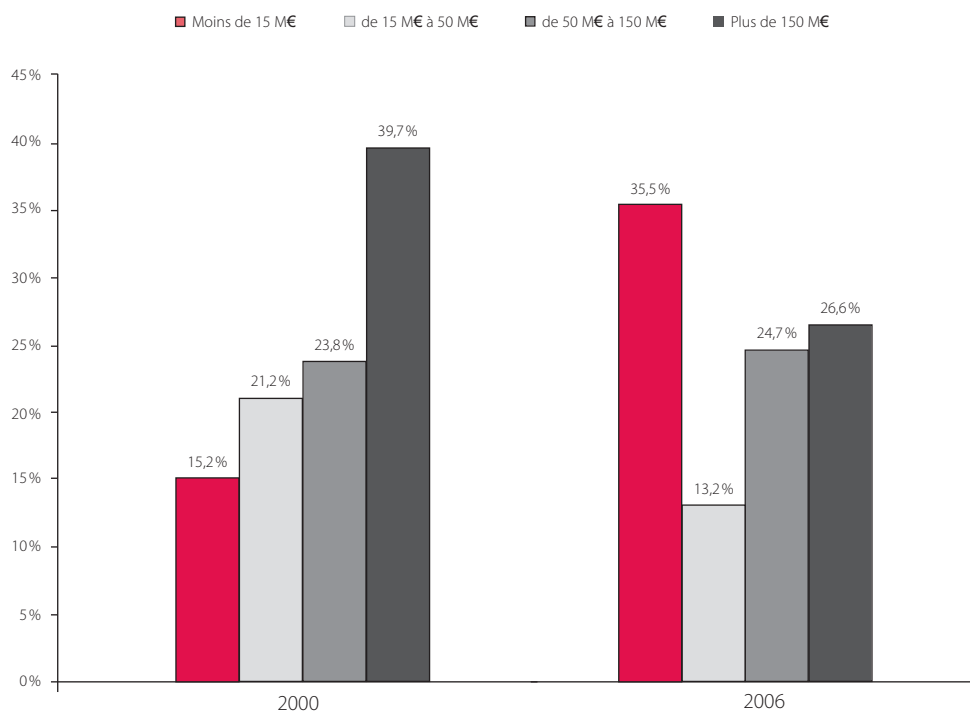
RÉPARTITION DES ENTREPRISES CERTIFIÉES ISO 14001 PAR TRANCHE D'FFECTIF COMPARAISON ANNÉE 2000 ET ANNÉE 2006



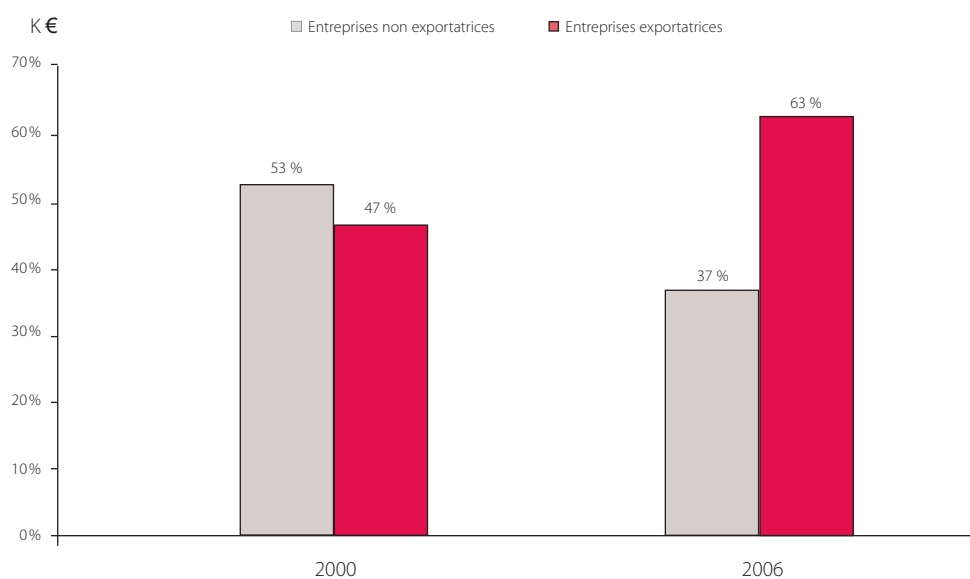
RÉPARTITION DES ENTREPRISES CERTIFIÉES ISO 14001 PAR ÂGE COMPARAISON ANNÉE 2000 ET ANNÉE 2006



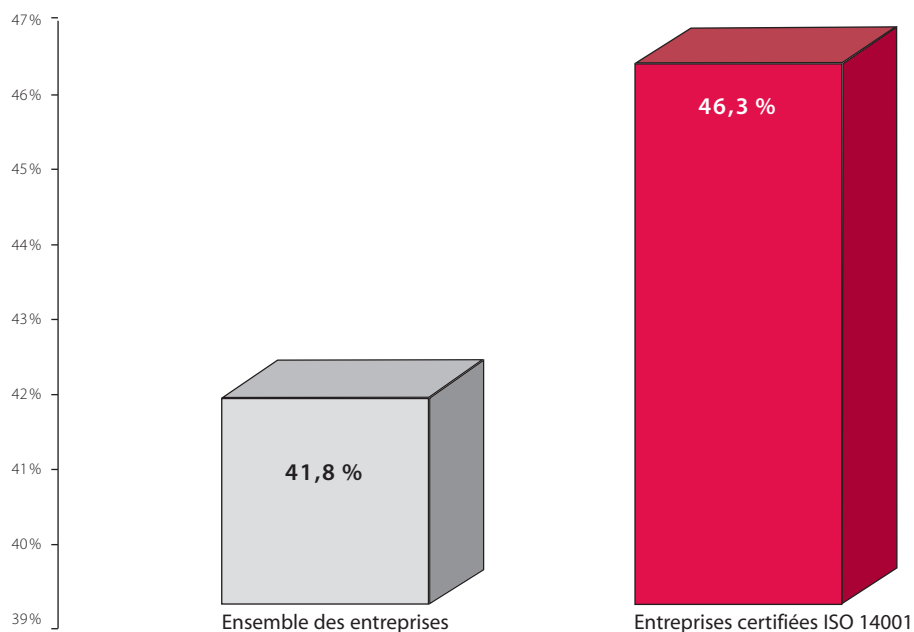
RÉPARTITION DES ENTREPRISES CERTIFIÉES ISO 14001 PAR TRANCHE DE CHIFFRES D'AFFAIRES COMPARAISON ANNÉE 2000 ET ANNÉE 2006



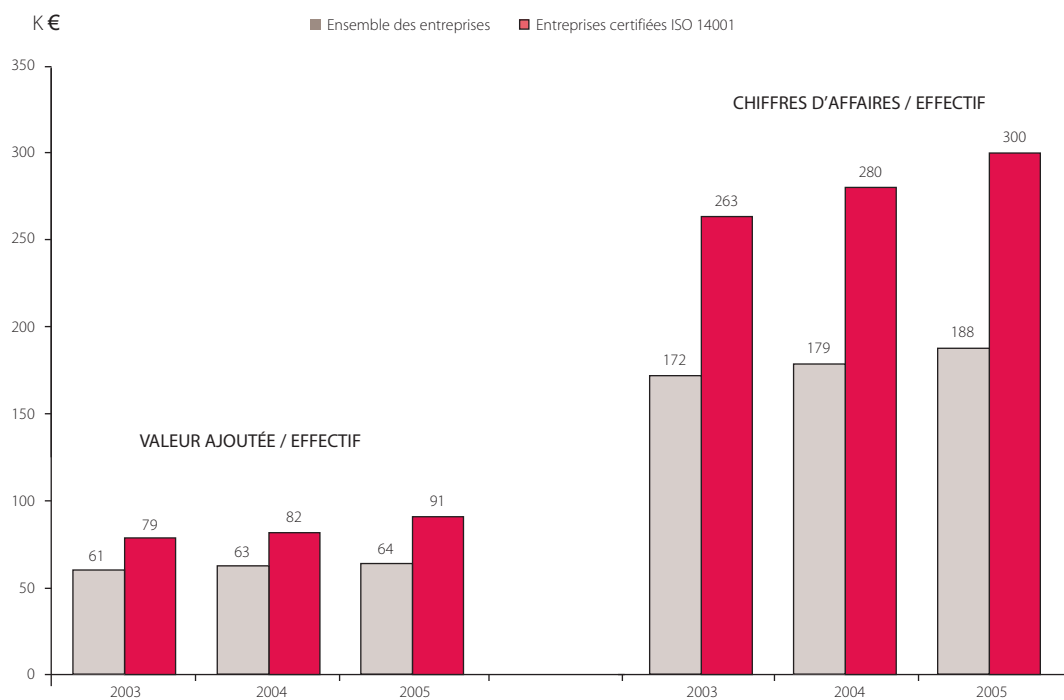
PART DES ENTREPRISES EXPORTATRICES CERTIFIÉES ISO 14001 COMPARAISON ANNÉE 2000 ET ANNÉE 2006



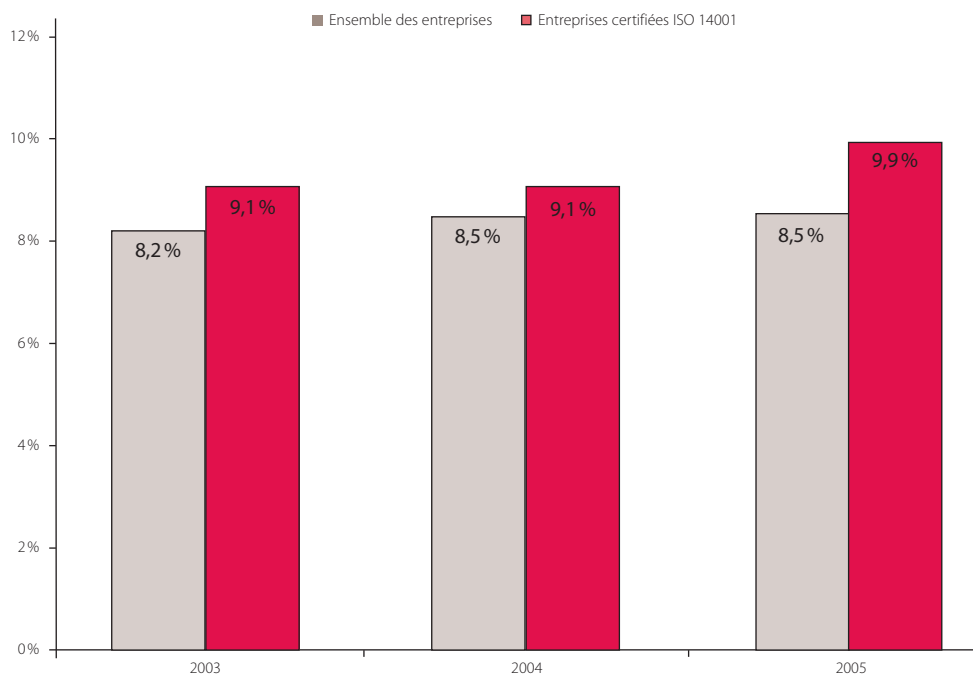
PART DES FONDS PROPRES SUR TOTAL BILAN DANS L'INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES EN 2006



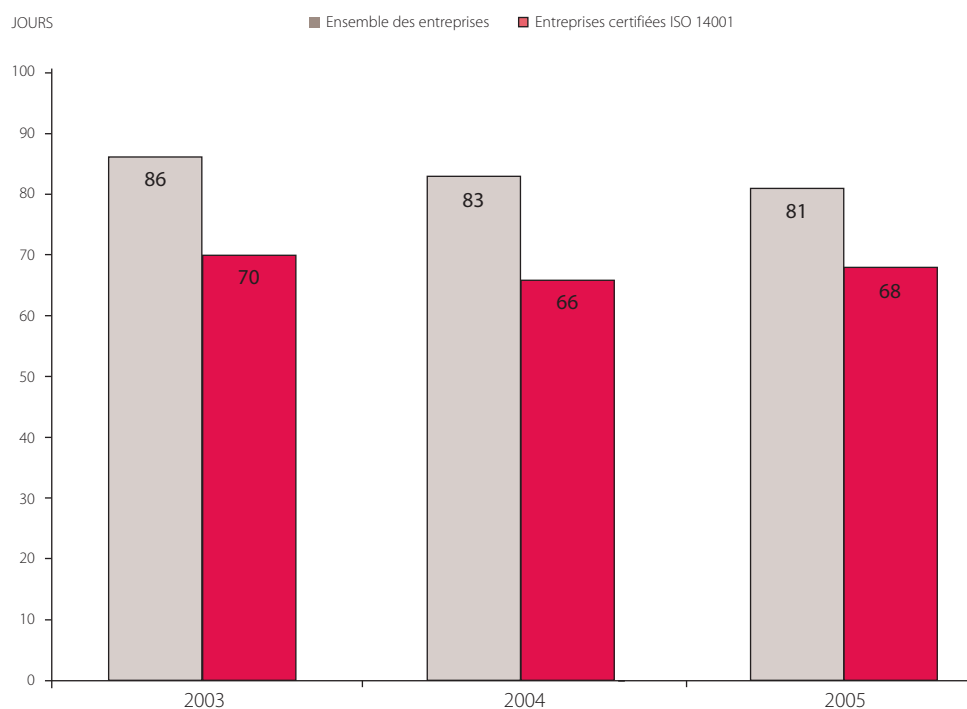
COMPARAISON DE 2 RATIOS D'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES CERTIFIÉES ISO 14001 DANS L'INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES EN 2006



COMPARAISON DE LA RENTABILITÉ BRUTE DES ENTREPRISES CERTIFIÉES ISO 14001 DANS L'INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES



COMPARAISON DU DÉLAI MOYEN DE RÈGLEMENT CLIENT DES ENTREPRISES CERTIFIÉES ISO 14001 DANS L'INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Définition de la population : l'analyse a porté sur 2 300 établissements, soit environ les 3/4 des sites certifiés ISO 14001 en France en septembre 2006.

Définition des activités : Les activités retenues sur chaque établissement sont celles définies par la nomenclature NAF. Elles ont été distribuées en huit grands secteurs – Agriculture, Bâtiment, Commerce, Industrie Agroalimentaire (IAA), Industrie hors Agroalimentaire, Transport, Services aux entreprises et Autres activités.

Éléments financiers et ratios : L'analyse a été faite à partir des bilans disponibles dans la base bilans d'Altaires qui compte aujourd'hui plus de 8 millions de comptes, dont près d'1 million clôturés entre 2004 et 2006. Afin de mieux cerner la performance des sociétés certifiées, l'étude comparative a porté sur les sociétés de l'Industrie des biens intermédiaires, les plus nombreuses de l'échantillon (61,4%).

RAPPEL GÉNÉRAL SUR LA NORME ENVIRONNEMENTALE ISO 14001

La norme ISO 14001 est une certification volontaire de système de management environnemental (SME) reconnue au plan international. La mise en place d'un SME permet aux entreprises et collectivités de minimiser leurs impacts sur l'environnement, de prévenir les incidents et de fixer un plan d'action pour améliorer leurs performances environnementales. Une certification est attribuée pour 3 ans par des organismes reconnus, eux-mêmes soumis à une procédure externe, l'accréditation, qui est en France assumée par le COFRAC (Comité Français d'Accréditation).

90 569 organismes certifiés à travers le monde en 2004

La norme ISO 14001 a fait du chemin depuis sa publication en 1996. En 2004, le nombre total d'organismes certifiés ISO 14001 s'élevait à 90 569 (dans 127 pays) alors qu'en 2003, il était de 66 070 (dans 113 pays) ; autrement dit une augmentation de 37%. L'Europe et la région Asie - Pacifique représentent à elles deux 88 % des certifiés. En Europe, l'Espagne et le Royaume-Uni comptaient en 2004 plus de 6000 certifiés, devant l'Allemagne et l'Italie à plus de 4000 certifiés. La Suède, avec 3500 certifiés, devançait la France qui se situait donc au 6^{ème} rang européen. On notera que pour l'Afrique et l'Asie occidentale, les chiffres sont relativement bas : respectivement de 818 et 230 certifications en 2004.

Source : Geo annuaire 2006 (PNUE) / ISO survey of certifications - données 2004.